



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

9^{ème} édition de la conférence annuelle d'Euronext

« L'accélération de la croissance en Europe »

**Discours de Bruno Le Maire,
ministre de l'Économie et des Finances**

Pavillon Cambon

Mardi 14 janvier 2020

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 13



Bonjour à tous,

Je voudrais d'abord avoir un mot spécifique pour Euronext et pour son président Stéphane Boujnah car, lorsque je regarde le chemin qui a été parcouru depuis l'introduction en bourse d'Euronext il y a 5 ans, c'est un chemin spectaculaire et c'est un succès considérable, cher Stéphane, qui vous doit beaucoup.

Aujourd'hui, Euronext est la première place boursière de la zone euro avec plus de 1 300 entreprises émettrices. C'est un immense succès européen. Vous avez, cher Stéphane, l'ambition de faire d'Euronext un champion européen des marchés financiers. C'est dans vos droits, c'est grâce à vous, c'est grâce à vos équipes - que j'ai d'ailleurs pu rencontrer à l'occasion de la privatisation de la Française des Jeux. Donc, merci à vos équipes, merci Euronext, et gardez la même ambition, car je sais que c'est une ambition légitime.

Cette ambition, c'est celle que nous avons aussi avec le président de la République pour la France et pour l'économie française. Je ne vous cache pas que lorsque je vois les premiers résultats, ce sont de bons résultats, des résultats solides, qui nous incitent à faire encore plus et encore mieux dans les années qui viennent. Pour la première fois depuis des années, la France a un niveau de croissance supérieur à la moyenne de la zone euro, supérieure à la croissance italienne et à la croissance de l'Allemagne. Ce sont d'excellentes nouvelles pour nous tous.

Quand vous lisez la presse allemande - il m'arrive de la lire assez régulièrement, et je vous recommande un article paru dans *Der Spiegel* il y a quelques jours - je me dis "Tiens, la France, c'est l'endroit où il faut investir aujourd'hui en Europe".

La France est considérée comme le pays le plus attractif pour les investissements industriels. La France recrée des emplois industriels. Là, je m'exprime comme élu local, élu d'un département qui a connu le déclin industriel depuis 10 ans. C'est considérable pour l'élu local normand que je suis, de voir que la France retrouve la capacité de créer des emplois industriels, d'ouvrir de nouveaux sites industriels et de retrouver le chemin de la puissance industrielle. Tout cela, ce sont de très bons résultats.

Mais je vais vous dire ma conviction puisque c'est le thème de la conférence, il n'y aura pas de croissance française solide sans une croissance européenne tout aussi solide. Et là, nous n'y sommes pas. La France n'a pas vocation à être l'exception. 1 % de croissance en moyenne dans la zone euro, ce n'est pas acceptable. Nous ne pouvons pas nous satisfaire de ce résultat. La médiocrité ne peut pas être l'avenir de la zone euro. La médiocrité ne peut pas être l'avenir de l'Union européenne.

Cette croissance faible, soyons lucides, nous menace de déclassement par rapport aux deux autres continents qui comptent la Chine et les Etats-Unis. Donc, il est essentiel que nous nous ressaisissions pour permettre aux citoyens européens de retrouver de la prospérité et pour garder notre souveraineté, car ce qui est en jeu avec cette croissance, ce n'est pas la croissance pour la croissance, c'est la capacité à investir.

Avoir nos propres technologies, nos propres batteries électriques, nos propres installations de stockage de l'énergie, notre propre recherche en intelligence artificielle, nos propres moteurs de calcul quantique, c'est ça qui est important.



Si nous voulons y arriver, il faut plus de croissance et une croissance - comme l'a très bien dit Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne - qui doit être une croissance durable, verte, décarbonée. C'est la voie que nous voulons suivre, qui demande un certain nombre de décisions courageuses et qui va demander beaucoup de volonté politique de notre part.

Aujourd'hui, sur quoi doit se focaliser cette volonté politique et quelles sont les décisions qui doivent être prises pour retrouver le chemin de la croissance en Europe, et d'une croissance décarbonée et verte ?

La première, c'est un minimum de solidarité.

C'est la première condition. Nous, nous faisons des réformes. C'est ce qu'attendaient nos partenaires européens depuis des années. Ils savent que c'est difficile les réformes, nous le voyons aujourd'hui avec la réforme des retraites qui suscite des réactions vives un peu partout en France. Mais nous irons jusqu'au bout parce que ce que nous voulons faire, avec le président de la République et le Premier ministre, c'est refonder un système de retraite par répartition qui soit plus juste, plus simple et évidemment financièrement équilibré.

Nous avons transformé le marché du travail. Nous avons réformé la fiscalité sur le capital. Nous avons baissé l'impôt sur les sociétés. Nous avons changé les systèmes de formation et de qualification. Nous avons fait notre part du chemin, nos partenaires européens, légitimement, attendaient ça de la part de la France. Et je le répète, cela donne des résultats puisque la croissance est au rendez-vous et que nous créons des emplois.

Nous sommes en droit d'attendre de la part des autres Etats européens qui, eux, ont des marges de manœuvre budgétaires, qu'ils fassent aussi leur part du chemin et qu'ils investissent davantage.

Chacun connaît mon amitié pour le peuple allemand et ma proximité avec l'Allemagne. C'est de cette proximité avec l'Allemagne et de cette amitié pour le peuple allemand que je dis à nos amis allemands "Il est temps d'investir davantage". Il est temps que vous mettiez vos réserves budgétaires, vos capacités budgétaires au service de l'intérêt collectif et de l'intérêt allemand car quand je discute avec les grandes entreprises allemandes, les PME allemandes, les entreprises de taille intermédiaire allemandes, elles demandent toutes d'avoir plus d'investissements, plus d'investissements publics, plus de dépenses pour la recherche, plus de dépenses pour les infrastructures. C'est ce qui nous permettra d'avoir une Allemagne avec une meilleure croissance et une zone euro avec une meilleure croissance.

Donc, je le dis avec amitié, avec simplicité mais avec la même détermination : nous ne pouvons pas faire le choix des réformes en France et faire le choix inverse en Allemagne. Il faut de la solidarité, il faut de la cohésion et il faut une meilleure coordination.

Les politiques économiques, c'est la première condition.

La deuxième condition sur laquelle je voudrais insister, ce sont les financements : pas de croissance sans argent.

Ces financements, ils doivent aller vers des projets verts - et de ce point de vue-là, la prise de conscience a lieu – mais elle doit s'accompagner de décisions radicales en matière de finance verte et en matière de croissance verte. Nous sommes déterminés, avec le président de la République, à porter cette ambition verte pour la croissance européenne avec toute l'énergie et tout l'enthousiasme nécessaires.



Nous l'avons fait avec la Banque européenne d'investissement : nous avons essayé de transformer la Banque européenne d'investissement en Banque européenne du climat chargée de financer les projets verts. Cela lui permettra de mettre à disposition de ces projets verts des moyens de financement considérables. Pour encore plus d'efficacité, nous voulons augmenter le capital de la Banque européenne d'investissement.

Nous voulons l'augmenter de 10 milliards d'euros et nous voulons que ce soit fait en 2020. L'augmentation du capital de la Banque européenne d'investissement, c'est plus d'argent pour les projets verts de l'Europe. C'est plus d'argent pour les projets de transition énergétique qui sont coûteux mais indispensables. Je souhaite donc que nous accélérions sur ce sujet au cours de l'année 2020.

Le financement, c'est aussi l'Union des marchés de capitaux. Là, disons-le, nous n'y sommes pas. Les progrès sont trop lents et nous devons accélérer sur la base des travaux qui ont été conduits par Fabrice Demarigny, qui a fait un travail tout à fait remarquable sur le sujet.

Aujourd'hui, chacun finance ses entreprises nationales avec ses propres positions, avec ses propres règles. Quand on veut aller chercher un ticket pour faire grandir son entreprise, qu'on a une startup qu'on veut agrandir, ou qu'on veut devenir une grande PME ou une entreprise de taille intermédiaire, et qu'on cherche 50 ou 60 millions d'euros, on ne les trouve pas en France, on ne les trouve pas en Europe, parce que ce ne sont pas les mêmes règles et on finit chez BlackRock ou KKR. Très bien !

Je n'ai rien contre BlackRock ou KKR, mais je voudrais simplement que nous ayons nos propres BlackRock et que nous ayons nos propres KKR en France et en Europe. Ca doit être notre objectif.

Il ne s'agit pas de critiquer les institutions financières étrangères mais de créer nos propres capacités de financement capables de rivaliser avec ces géants financiers américains. Ca doit être ça notre ambition : nous doter de nos propres moyens de financement pour faire grandir nos entreprises et leur permettre d'atteindre la taille critique.

Nous avons les propositions de ce rapport Demarigny. Il est temps d'avancer sur la base de projets concrets. Je voudrais, de ce point de vue-là, citer trois projets qui doivent nous permettre de faciliter des placements de long terme en France. Avant même de penser à cette union des marchés de capitaux au niveau européen, je pense qu'une des conditions, c'est aussi de nous permettre de développer ici en France, les moyens de financement de notre économie en facilitant les placements de long terme qui doivent permettre d'investir davantage dans les PME.

A nous de faire comprendre à l'épargnant que la vraie distinction aujourd'hui, ce n'est pas entre le placement risqué et le placement sûr. C'est entre le placement de court terme, parce qu'on a besoin de son argent rapidement, et le placement de plus long terme qui suppose de prendre un peu plus de risques.

Ces trois projets qui me tiennent à cœur, ce sont d'abord les produits d'épargne-retraite et je voudrais défendre ici les produits d'épargne-retraite que nous avons simplifiés et rendus plus attractifs.

Je voudrais dire à quel point il n'y a pas d'opposition entre la consolidation du système de retraite par répartition et la possibilité d'avoir aussi une retraite par capitalisation.



Nous voulons proposer des solutions qui sont complémentaires. Nous voulons mettre en regard l'épargne de capitalisation et la retraite par répartition alors même que l'une peut être le complément naturel de l'autre. D'ailleurs, pour beaucoup de personnes en France, c'est déjà le cas, qu'il soit fonctionnaire avec la Pefon, ou dans le secteur privé avec tous les produits d'épargne retraite qui existent déjà et qui étaient simplement beaucoup trop complexes et pas suffisamment attractifs.

Nous, nous voulons permettre aux Français de se constituer la meilleure retraite possible, la plus solide, la plus généreuse, la plus juste. Donc, nous consolidons la retraite par répartition. Nous la rendons plus juste avec le projet de réforme que porte courageusement et efficacement le Premier ministre et nous mettons à la disposition des Français des produits attractifs s'ils souhaitent compléter leur retraite par de l'épargne.

Ces produits d'épargne-retraite, je le répète, ils sont simples et ils sont souples. Vous voulez acheter un domicile, vous voulez acheter votre résidence principale ? Vous pouvez vous servir de votre épargne retraite. C'était le cas uniquement pour un certain nombre de produits, ce sera le cas pour tous les produits et la fiscalité est particulièrement avantageuse.

Enfin, dernier élément qui me tient très à cœur, et je me suis beaucoup battu pour ça : vous êtes libre de sortir en capital ou en rente parce que je crois à la liberté de l'épargnant.

Le deuxième élément important, c'est la modification des contrats d'assurance-vie qui fonctionne.

Nous avons mis en place le nouveau projet Eurocroissance qui doit garantir un rendement plus élevé en contrepartie d'une garantie de l'épargne à terme et non plus à tout moment comme sur les fonds euro.

Mais je crois qu'aujourd'hui, c'est aux assureurs d'offrir les placements de long terme, des produits qui soient un peu plus risqués. Mais comme c'est un placement de long terme, ils garantissent aussi une meilleure rentabilité à l'épargne avec à chaque fois une ligne rouge que je n'ai jamais voulu franchir : la garantie de l'épargne.

Enfin, la troisième piste à laquelle je crois beaucoup, c'est celle de l'épargne salariale et des dispositifs d'intéressement car je pense qu'il est juste et bon d'associer les salariés aux résultats de l'entreprise. C'est l'intérêt du chef d'entreprise, c'est l'intérêt de l'entreprise elle-même et c'est l'intérêt des salariés.

Je voudrais éviter toute incompréhension sur ce sujet. J'ai eu l'occasion de dire, lorsque j'ai présenté mes vœux à la presse, que je souhaitais que nous offrions des perspectives aux salariés et que nous mettions sur la table la question des salaires. Je maintiens mes propos.

Les entreprises ont-elles eu une politique salariale dynamique au cours des dernières années ? Oui, bien sûr, je le reconnais et je les en remercie. Ont-elles joué le jeu de la prime défiscalisée que nous avons mise en place à la fin de l'année 2018 ? Oui, elles ont joué le jeu et je les en remercie.

Est-ce que, pour autant, la situation de tous les salariés français est satisfaisante ? Est-ce qu'il n'y a pas des problèmes à régler, des difficultés à résoudre ? Je pense qu'il y a des problèmes qui restent à régler, des difficultés qui restent à résoudre et des perspectives à ouvrir pour les salariés. Car si on rentre un peu plus dans le détail, de quoi s'aperçoit-on ?



C'est que, depuis la crise financière de 2008, les salaires ont fortement progressé pour les cadres et dans le secteur industriel selon l'INSEE. Tant mieux parce qu'il fallait rendre le secteur industriel plus attractif. Mais si nous regardons la situation des 10 % des salariés les plus modestes, c'est pour eux, qui en avaient le plus besoin, que la situation s'est le moins améliorée.

Donc, la question se pose et il ne faut pas l'écartier d'un revers de la main.

Nous avons apporté un certain nombre de réponses. C'est ce qui a amené le président de la République et le Premier ministre, par exemple, à décider de l'augmentation de la prime d'activité : 100 euros de plus par mois pour un salarié au niveau du SMIC. Ça coûte plus d'un milliard chaque année aux finances publiques, mais c'est de l'argent juste et bien dépensé car cela permet à ceux qui ont les salaires les plus modestes de vivre dignement de leur travail.

Cette question de la dignité au travail, de la dignité par le travail, est une question de société majeure que, là encore, nous ne pouvons pas écartier d'un revers de main. Donc, je continue à considérer qu'il faut, ensemble, avec les chefs d'entreprise - certainement pas contre eux - de la manière la plus constructive possible, en pensant aux questions de compétitivité, que nous continuions à travailler sur cette question des salaires de ceux qui sont les plus modestes mais qui ont parfois tant de mal à joindre les deux bouts parce que leurs salaires sont trop faibles et qu'ils ne s'en sortent pas.

J'ajoute que ce n'est pas une question uniquement française, c'est une question européenne qui rejoint la question que nous posons sur la croissance. La croissance dans la zone euro, je le répète, est trop faible et je ne m'en satisferai jamais tant qu'elle restera aussi faible que cela.

Nous avons une politique monétaire accommodante avec des taux bas. Cela donne la possibilité, je le redis, pour un certain nombre d'Etats d'utiliser leurs réserves budgétaires pour plus de dépenses fiscales. C'est un deuxième levier qui peut être mis en place.

Mais il n'est pas absurde, au niveau européen et de la zone euro, de se poser aussi la question d'une politique salariale, sans préjuger des réponses mais avec toujours la même obsession : plus de croissance, plus de prospérité, plus de justice. Surtout au niveau de la zone euro, ces trois éléments conjugués - politique monétaire accommodante, politique budgétaire plus ambitieuse pour les États qui peuvent se le permettre et réflexion sur la politique salariale - peuvent apporter une réponse à la faiblesse de la croissance dans la zone euro. En tout cas, c'est ma conviction et je continuerai à la défendre.

Enfin, nous devons également, toujours sur la question du financement de notre économie, libérer du capital en faveur des entreprises. Cela implique d'abord d'intéresser davantage les épargnants individuels à l'investissement en actions.

Nous avons simplifié et assoupli le PEA puisque désormais il n'est plus clôturé en cas de retrait partiel après 5 années de détention alors qu'avant dès que vous sortiez 1 euro de votre PEA, c'était fini, le PEA était clôturé. Là, vous pouvez garder votre PEA et sortir des sommes, y compris importantes, après 5 ans de détention. Et nous avons relevé le plafond PEA-PME, donc nous incitons à investir dans les actions et donc investir dans l'économie réelle.

Les investisseurs institutionnels européens, notamment les assureurs, ont aussi un rôle important à jouer et je voudrais remercier une nouvelle fois les principaux assureurs français qui ont accepté hier d'investir 6 milliards d'euros dans des entreprises technologiques.



C'est un moyen de faire grandir ces entreprises technologiques et cela va permettre d'éviter ce que nous connaissons depuis des années : les start-up qui poussent un peu partout en France parce que nous sommes un peu plus créatifs, parce que nous sommes une nation imaginative et qui, ensuite, dès qu'elles veulent grandir, sont rachetées par des géants étrangers.

Je n'ai pas vocation, comme ministre des Finances, à aider financièrement des start-up qui, ensuite, vont faire la fortune de puissances étrangères, fussent-elles des puissances étrangères alliées.

Nous avons vocation à avoir des start-up, à les financer, à soutenir la tech française, mais surtout à leur permettre de devenir demain des champions de la tech européenne et mondiale et pas à être revendus par appartements à d'autres géants internationaux.

Enfin, dernier point qui me paraît très important : si nous voulons l'investissement dans l'économie réelle, encore faut-il adapter les règles prudentielles. Parfois, il y a des contradictions complètes dans les choix de politiques publiques qui sont faits.

D'un côté, on dit aux assureurs et aux investisseurs institutionnels "Investissez dans l'économie réelle, prenez des actions, poussez vos épargnants à se développer sur le marché des actions, mais si jamais vous investissez dans les actions, vous allez être pénalisés avec le boulet d'un poids qui va couler vers le fond".

Regardez les règles aujourd'hui pour un assureur : s'il investit dans des actions, si c'est sur coté, ça va être 39 % de fonds propres qu'il faudra mettre de côté ; si c'est non-coté, ça va être 49 %.

Nous avons réussi à limiter à 22 % pour certains produits, mais ces règles sont dissuasives, et nous ne pouvons pas avoir une incitation à investir dans l'économie réelle d'un côté pour faire grandir nos entreprises, créer des emplois, animer les territoires, et de l'autre des règles prudentielles qui invitent les assureurs et tous les investisseurs institutionnels à surtout se détourner de l'économie réelle.

Il faut accepter une part de risque et donc avoir des règles prudentielles qui soient moins pénalisantes. Je me battraï pour cela, et je me battraï notamment sur la révision de la directive Solvabilité II, pour que les règles soient moins pénalisantes pour les assureurs.

Enfin, nous devons développer la finance verte.

Chacun sait que cela nous tient particulièrement à cœur, avec le président de la République, et pour développer la finance verte, il faut être transparent sur les données et il faut une taxonomie pour identifier les investissements. Nous y travaillons et j'ai bon espoir que nous puissions progresser là-dessus.

Au-delà du financement, le deuxième volet, qui garantira une meilleure croissance de la zone euro et de l'Europe, c'est une meilleure intégration économique. Je ne reviens pas sur ce que j'ai dit sur les capacités budgétaires d'un certain nombre d'États, je pense que le message a été clair. Mais nous avons aussi besoin de progresser sur la structuration de la zone, qui, aujourd'hui, est au milieu du gué. Nous avons créé une monnaie unique qui garantit la stabilité aux 19 États membres de la zone euro, mais il faut franchir le pas suivant, qui va nous amener à plus d'intégration, plus de capacité de financement et plus de résistance et de stabilité en cas de crise financière.

Ces instruments sont sur la table. Maintenant, il suffit de décider.



C'est l'Union des marchés de capitaux, je viens de la citer, c'est le budget de la zone euro, sur lequel je souhaite que nous avançons beaucoup plus rapidement dans les mois qui viennent, et c'est enfin l'Union bancaire, parce que personne ne peut comprendre qu'il n'y ait pas d'Union bancaire aujourd'hui qui permette de garantir une meilleure intégration bancaire européenne et qui nous permette de garantir plus de solidité en cas de crise financière.

Enfin, cette croissance suppose aussi des investissements collectifs, et c'est le dernier point sur lequel je voudrais insister. Face aux révolutions technologiques et face aux défis environnementaux, aucune nation européenne ne s'en sortira seule, tout simplement parce que les projets ne sont plus à la hauteur d'une nation, ils sont à la hauteur d'un continent.

Investir dans les batteries électriques, c'est 20, 30, 40 milliards d'euros d'investissements nécessaires. Et si demain, nous avons des batteries électriques européennes, si demain, dans vos voitures électriques, qui vont se multiplier dans les mois et les années qui viennent, notamment les citadines, vous allez avoir des batteries produites en France ou en Allemagne, c'est parce que nous l'avons décidé avec le président de la République, avec la Chancelière allemande et que la volonté politique fait la différence.

Nous inaugurerons dans quelques jours la première usine pilote à Nersac, en Nouvelle-Aquitaine. La nouvelle usine de batteries verra le jour en 2022 en France, en 2024 en Allemagne, et nous aurons réussi par volonté politique, par soutien des entreprises privées - notamment Total, Saft, PSA - à nous doter de nos propres moyens de circulation et de stockage de l'énergie par batteries qui soient françaises ou allemandes, et non plus chinoises ou sud-coréennes.

C'est la preuve que tout est possible si nous nous en donnons les moyens. Nous souhaitons, avec l'Allemagne, que ce soit la même chose sur l'intelligence artificielle. Nous souhaitons que ce soit la même chose sur le calcul quantique. Nous souhaitons que ce soit la même chose sur l'hydrogène et sur tous les projets d'avenir. Si nous mettons nos ressources en commun, nous pouvons y arriver.

Nous avons un instrument technique qui est formidable pour cela, qui sont les projets d'intérêt collectif européens. Nous en avons créé un sur les nanotechnologies, nous en avons créé un sur les batteries électriques, dont je viens de vous parler. Mais utilisons cet instrument le plus possible pour rassembler les instruments de financement et garantir des aides publiques qui, sinon, ne sont pas autorisées, et nous permettent de reprendre notre destin en main, c'est-à-dire d'être technologiquement, économiquement, souverains et indépendants.

Vous voyez, et ce sera mon dernier mot, nous avons, avec Emmanuel Macron, avec le Premier ministre, une ambition immense pour notre pays, immense parce que je crois profondément que tout est possible pour la France, tout est possible pour les Français.

Je crois profondément que l'un des enjeux majeurs du XXIème siècle, c'est, entre les modèles de développement chinois et le modèle de développement américain, d'imposer un modèle de développement européen que j'appelle "le nouveau capitalisme", un capitalisme responsable, durable, soucieux de l'environnement, soucieux de la biodiversité et des réserves de la planète, soucieux de la lutte contre les injustices, soucieux de la réduction des inégalités pour ne pas voir exploser, comme nous le voyons aujourd'hui un peu partout à travers la planète, des mouvements de révolte et de violence, parce que l'injustice suscite toujours la révolte et la violence.

Entre un capitalisme chinois qui est un capitalisme d'Etat, entre un capitalisme américain qui repose sur des règles très différentes, il y a la place pour un capitalisme européen durable, soucieux de justice, soucieux de souveraineté et d'indépendance.



C'est cela que nous voulons construire ensemble, et je suis persuadé qu'Euronext, pour revenir au sujet premier de vos conversations, saura y occuper toute sa place.

Merci à tous.